

Le 10 septembre 2013

Israël : le partenaire invisible de la crise syrienne.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Jusqu'à tout récemment Israël s'était largement tenu à l'écart de la crise syrienne ; les responsables israéliens estimaient que la poursuite de la crise avec le maintien du président Al Assad à la tête de l'état, allait plutôt dans le sens de leur intérêts. Le souci de l'état hébreu était d'éviter que le conflit ne déborde tandis que, de son côté, Damas veillait à éviter de donner à son puissant voisin des prétextes pour intervenir. C'est ainsi que le bombardement par l'armée israélienne d'un site abritant des missiles iraniens destinés au Hezbollah, le 5 mai, avait donné lieu à des menaces syriennes sur le Golan, mais non suivies d'effet. Discrètement les Israéliens contribuaient aux côtés des Américains à la formation en Jordanie des combattants de l'opposition.

L'utilisation de l'arme chimique en Syrie risque de modifier les choses puisque la véritable menace concerne Israël, qui peut en effet craindre tout à fait légitimement que des gaz de combat soient utilisés contre son territoire. Les partenaires d'Israël l'on bien compris eux aussi. Il n'est pas interdit de penser que M. Hollande avait cette dimension à l'esprit quand il s'est engagé à soutenir des frappes. L'engagement inconditionnel aux côtés d'Israël constitue en effet un dogme pour le PS et on se souviendra que M. Mitterrand était d'autant plus inflexible qu'il avait trouvé dans un tel engagement le moyen de faire oublier ses propres erreurs de jeunesse auprès de l'extrême droite.

Pour ce qui est des Etats-Unis dont le soutien à Israël constitue une donnée fondamentale, on ne peut s'empêcher de remarquer que l'expression de « ligne rouge » employée par Barak Obama, est également celle qu'avait utilisée M. Netanyahu pour évoquer le nucléaire iranien l'an dernier. On peut donc penser que le message est aussi (d'abord ?) destiné à Israël. Remarquons toutefois que l'attaque au gaz sarin du 21 août n'est pas la première puisqu'au mois de mars dernier des gaz avaient été utilisés au voisinage d'Alep. A l'époque toutefois de fortes présomptions avaient amené Mme Carla del Ponte à pointer du doigt l'opposition syrienne.

Mais il est difficile pour Israël de se mettre en avant sur ce dossier et politiquement très risqué. L'image de l'Amérique est au plus bas dans le monde arabe et il est fort probable qu'une intervention occidentale en Syrie qui serait perçue comme organisée au profit d'Israël aurait des conséquences particulièrement dévastatrices, non seulement vis-à-vis des intérêts américains mais aussi probablement dans les pays arabes conservateurs eux-mêmes. Le seul avantage qu'Israël pourrait à la rigueur y gagner serait de voir la fin du processus de paix avec les Palestiniens. Mais une telle hypothèse ne serait pas particulièrement bienvenue aux Etats Unis.

Ceci explique la très grande prudence du gouvernement israélien et M. Netanyahu a soigneusement évité de s'engager au-delà de menaces très fermes en cas d'une agression syrienne. Son attitude tranche singulièrement avec celle du lobby pro-israélien qui a pris position ouvertement en faveur des frappes américaines. La très conservatrice AIPAC est particulièrement engagée, mais elle n'est pas la seule; selon les déclarations d'un de ses représentants, rapportées dans la presse américaine, 250 personnes ont été engagées pour convaincre les membres du congrès de soutenir le projet de la Maison Blanche. L'activisme

des organisations juives américaines n'est pas sans inconvénients pour M. Netanyahou qui a manifestement d'autres objectifs et les divergences qui existent depuis un certain temps entre l'opinion israélienne et les lobbys pro-israéliens pourraient bien prendre une nouvelle dimension à l'occasion de la crise syrienne.

Dans cette situation la proposition de M. Lavrov de lancer une coopération pour le contrôle des armes chimiques en Syrie va tout à fait dans le sens des intérêts d'Israël, et tant pis si certains de ses alliés pensent différemment. Elle pourrait fournir une porte de sortie acceptable à Washington et qu'importe si elle revient à renvoyer la France de M. Hollande à la réalité de son poids international (ce que l'auteur de cet article ne peut que regretter).

M. Netanyahou a en effet tout pour s'entendre avec M. Poutine qui, dit-on, admire Israël pour sa politique musclée. Tous deux ont objectivement le même intérêt à éviter un embrasement du Proche Orient, envoyer un message très ferme aux mouvements djihadistes et se débarrasser de l'arsenal chimique syrien. Et qu'importe si cela se fait au prix du retour de la Russie en Méditerranée, alors que les Occidentaux avaient au contraire pour objectif de l'en expulser. Pour l'avenir, le gouvernement israélien a aussi intérêt à ce qu'un règlement du différend avec les Palestiniens soit appuyé par la Russie. Il est probablement temps de se souvenir que lors de la création de l'état d'Israël, Moscou y était plus favorable que Washington.

La diplomatie avisée du très brutal M. Netanyahou pourrait-elle alors lui permettre de sortir vainqueur de la crise ? On ne pourrait que le souhaiter, même si cela aurait aussi un coût politique pour les Occidentaux ; à condition bien sûr qu'une assurance internationale ainsi reconquise par Israël lui donne enfin le sentiment que la négociation peut constituer un moyen de gérer sa relation avec ses voisins du proche Orient.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagir](#)